

Les enjeux de la laïcité dans l'immigration marocaine

Philippe Vicari

avec la participation de Myriem Amrani et Mahfoudh Romdhani

La question du rapport de l'islam à la laïcité est régulièrement posée de manière unilatérale, en considérant a priori que la laïcité constituerait un « rempart » à l'islamisation de nos sociétés occidentales. D'autres manières d'envisager leur articulation existent pourtant. Au cœur même de l'associatif immigré se sont développés des projets plaçant la laïcité au centre de leur action. Parmi celles-ci, les expériences du Centre Laïque d'Ascendance Musulmane (CLAM) et de l'asbl Dakira sont-elles susceptibles de proposer une vision alternative ? Créées à 20 ans de distance, leur confrontation permet-elle de dégager quelque éclaircissement sur les enjeux de la laïcité dans l'immigration ?

Des projets inscrits dans leur temps

Ces deux associations ont en commun d'avoir été fondées à des moments où s'imposa avec force l'image d'un islam fermé et radical.

Comme le rappelle Mahfoudh Romdhani, un de ses fondateurs qui fut aussi son président, le CLAM est né en 1989 suite à l'affaire des *Versets sataniques* publiés par Salman Rushdie et pour lesquels cet auteur s'est vu condamner à mort par une *fatwa*. Face à une telle intolérance, des Belges d'ascendance musulmane ont décidé de créer une association de fait pour affirmer le pluralisme de la communauté musulmane et lutter contre l'intégrisme¹.

Les fondatrices de Dakira ont commencé à se réunir après le 11 septembre 2001, explique l'une d'entre elles, Myriem Amrani, qui en est aussi la présidente. Sidérées que la religion puisse servir de prétexte pour justifier l'injustifiable, elles entreprennent la lecture des textes islamiques dans une démarche de questionnement. Quelques années plus tard, elles constituent une asbl qui prend pour nom le mot arabe « mémoire » et a pour objectif de promouvoir « en particulier le dialogue interculturel »².

Contre le risque de stigmatisation des personnes de culture musulmane provoqué par ces

1 Entretien avec Mahfoudh Romdhani du 28 janvier 2014. Voir également FRENNET-DE KEYSER Anne, « Une tentative d'organiser les laïques musulmans : le CLAM (Centre Laïque Arabo-Musulman) 1989-1997 », *Revue belge d'histoire contemporaine*, t. XXXVII, 2007, n° 3-4, p. 557-581, d'après laquelle le CLAM eu dans un premier temps pour nom « Centre Laïque Arabo-Musulman » avant de changer sa dénomination pour « Centre Laïque des personnes d'Ascendance Musulmane ». Mahfoudh Romdhani en parle désormais comme du « Centre Laïque d'Ascendance Musulmane ».

2 Entretien avec Myriem Amrani du 27 février 2014. L'asbl ne sera constituée qu'en 2006 : Annexes du Moniteur belge – Associations sans but lucratif, 09/03/2006, n° 47694.

événements éminemment médiatiques et polémiques, contre la réduction de l'immigration à l'islamisme, ces associations vont alors déployer une action basée sur le dialogue en faveur du vivre ensemble. Dans une dynamique d'échanges, elles vont s'efforcer de donner une autre vision de l'islam et des musulmans.

Des valeurs humanistes comme moteur

Le CLAM et Dakira convergent également sur leur démarche : ils opposent au dogmatisme islamique les valeurs humanistes qu'ils estiment avoir toujours été présentes dans la civilisation musulmane.

Dès le IXe siècle, en effet, l'héritage de la pensée grecque produisit une appréhension scientifique du monde. En découla un débat sur l'origine du Coran : est-il créé ou incréé ? Autrement dit, est-il bien la parole de Dieu ? Quelle qu'en ait été l'issue, l'affrontement théologique entre tenants de la raison et de la transmission témoigne de la naissance d'une liberté de pensée dans l'islam dès ses débuts.

Mahfoudh Romdhani comme Myriem Amrani conviennent qu'il ne s'agit certes pas encore de laïcité mais que cette approche critique de la religion est à la base d'un cheminement réflexif caractérisant la possibilité d'une lecture autonome des textes. Pour le premier, cela démontre que l'islam reconnaît une « *voie de recherche spirituelle offrant un espace de liberté à la personne. L'islam est un appel à une spiritualité de haut niveau et chacun a le droit ou la liberté de l'interpréter comme il le désire* ». Au regard de la tendance actuelle, la seconde souligne que « *ça met bien en lumière qu'on est dans un contexte où l'espace de questionnement s'amenuise, où l'on n'a plus que des réponses toutes faites ; le religieux apparaît comme une sorte de cadre formatif dans lequel on doit s'inscrire et qui prescrit ce que l'on peut faire ou non* ». User de la raison et dépasser la seule lecture émotionnelle est donc indispensable pour qui souhaite progresser spirituellement.

Se fondant sur l'histoire, ces deux acteurs associatifs rejettent l'idée selon laquelle l'humanisme et le rationalisme seraient l'apanage du monde européen. Cet espace de liberté et de questionnement auquel ils font référence et sont fondamentalement attachés, ils vont essayer de l'instaurer par le biais de leur association.

Opérations coup de poing versus sensibilisation sereine

Si les objectifs du CLAM et de Dakira se rejoignent, les actions qu'ils vont initier s'inscrivent dans un registre fort différent.

« *J'ai toujours été le champion des actions casse-gueule : je m'intéresse aux choses qui ne me semblent pas justes, et là je fonce !* » admet le président du CLAM, réputé frondeur. Pour exemple, en 1992, une série d'initiatives spectaculaires amène la presse à titrer : « *Le Clam veut secouer les tabous* »³. En réponse au climat de peur et de violence qui régnait dans le métro bruxellois, l'association organisa l'action « *Pour une Pâques conviviale* » qui consistait à construire le respect

³ *Le Soir*, lundi 23 mars 1992, p. 13.

mutuel en faisant distribuer des fleurs aux dames par des scouts musulmans et en diffusant une brochure stigmatisant la violence. Cette volonté de dialogue et d'ouverture fut ensuite tournée vers la communauté juive ; en partenariat avec la Fondation Auschwitz, le CLAM fit participer un groupe d'étudiants d'origine maghrébine à un voyage vers le camp d'extermination en compagnie de rescapés. Malgré le succès de la rencontre entre les jeunes et les survivants, Mahfoudh Romdhani conserve un goût amer vis-à-vis de ce projet, car le but était aussi « *que ces jeunes eux-mêmes apportent ensuite dans les écoles leur réflexion sur ce qu'ils avaient vécu durant cette semaine. Mais leurs parents y ont été opposés... tous ont subi cette répression* ». Les années qui suivent, le CLAM a multiplié ce genre d'actions de terrain, couronnées de plus ou moins de succès selon les cas, mais toujours axées sur la découverte de l'autre pour améliorer le vivre ensemble.

De son côté, l'asbl Dakira a focalisé ses activités, depuis 2007, sur un séminaire de sensibilisation à l'islam. Dans la lignée de Mohamed El Baroudi⁴, spécialiste de l'histoire de la civilisation arabo-islamique auprès duquel les fondatrices de l'association ont enrichi leur réflexion, Dakira aborde l'islam dans une perspective historico-critique et sociopolitique. Réunissant des croyants et des non-croyants aux trajectoires diverses, le séminaire s'est déroulé en dehors de toute certitude et de toute revendication. Selon Myriem Amrani, « *savoir qui a raison ou tort nous importe peu ; ce qui nous intéresse, c'est de pouvoir s'interroger et débattre sur l'islam en toute indépendance* ». Cette indépendance par rapport aux pouvoirs politique et religieux est d'ailleurs chère à l'association qui a tenu à la préciser dans ses statuts : « *Il faut s'autoriser à se poser des questions et à entamer ses propres recherches plutôt que de s'appuyer sur la prétendue expertise de l'un ou de l'autre. Trop de gens s'interdisent toute légitimité à parler de l'islam or il faut s'autoriser à relire le texte* ». Le séminaire a donc cherché à développer une approche scientifique et pluridisciplinaire du fait islamique pour contribuer à la démocratisation du débat intra-islamique et interculturel en déplaçant la question de l'islam « *du champ dogmatique essentialisé vers le champ scientifique déconstructif* »⁵. À cet effet, Dakira a fait appel à des intellectuels comme Mohammed Arkoun, Chahla Chafiq, Abdessamad Dialmy ou encore Leila Babès : « *Notre démarche est d'aller à leur rencontre, de découvrir leur production, de débattre de leurs idées et puis de faire connaître leur réflexion, de la partager* ». Un partenariat a aussi été développé avec le Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'ULB, dont la responsable, Firouzeh Nahavandi, fut par ailleurs vice-présidente du CLAM.

Malgré des interventions de nature dissemblable, le CLAM et Dakira partagent en réalité le même désir de faire de la connaissance, un espace de rencontre et de réflexion destiné à réduire les tensions non seulement entre musulmans et non-musulmans, mais aussi entre musulmans de confession ou simplement de culture.

Une laïcité émancipatrice

S'il est un point sur lequel les deux associations divergent, c'est sur la place dévolue à la laïcité dans

4 Lire LEONARD Sophie, « Entre islam et laïcité : au-delà du choc des civilisations », *Les Cahiers du Fil Rouge*, n° 7-8, 2007, p. 62-65.

5 Cette approche doit beaucoup à Mohammed Arkoun au sujet duquel Dakira a également produit un film ; à voir sur <http://www.imarabe.org/jeudi-ima/mohammed-arkoun-pour-une-pensee-liberatrice-un-film-de-myriam-amraniet>.

leur travail ou, plus exactement, sur la manière dont la laïcité y est mobilisée et véhiculée.

Le CLAM a en effet décidé d'inscrire la laïcité dans sa dénomination et en a fait le fer de lance de son action là où Dakira y voit simplement un indispensable cadre de débat et de réflexion respectant les sensibilités de chacun. Il n'empêche, l'asbl Dakira est souvent perçue comme une association de musulmans laïques par les laïques voire tout simplement de laïques par les musulmans. Myriem Amrani s'en défend pourtant et refuse toute étiquette : « *Très souvent, quand les gens entendent laïque, ils entendent antireligieux. Cela crispe tout de suite car il y a des acteurs sociaux très virulents à l'endroit de l'islam et les discours islamophobes se sont banalisés. La laïcité au contraire est un cadre qui permet le dialogue dans le respect des convictions et en séparant bien le religieux du politique mais beaucoup de gens ne le savent pas, donc s'annoncer comme laïque crispe, est contre-productif parce que pas compris* ». Dakira, en refusant de se laisser enfermer dans une catégorie et en se revendiquant au contraire d'une diversité d'appartenances, intrigue. Mais la volonté de vivre une identité métissée persiste.

Si à la fondation du CLAM son président reconnaissait déjà combien « il n'est pas évident de se revendiquer laïque dans la communauté musulmane »⁶, à présent que l'association a cessé toute activité, il regrette son prosélytisme : « *Ce n'est pas le mot 'laïque' qui importe mais le fait d'être laïque dans sa pratique en adoptant une posture d'ouverture et d'écoute. Si le mot fait malheureusement obstacle à l'adhésion des gens, pratiquons la laïcité sans faire usage du mot. Je suis au regret de le dire, mais je dois le dire pour l'avenir : nous avons été trop vite en construisant le CLAM à l'époque. Si on avait évité de se dire laïques tout en pratiquant la laïcité, on aurait pu mieux réussir. Je crois qu'il ne faut pas poser la question de la laïcité d'une façon radicale avec des gens qui ne comprennent pas sa signification. Mieux vaut travailler à leur émancipation et éviter de se voir coller une étiquette pour en fin de compte se retrouver seul* ». Myriem Amrani en convient également, « *certains mots sont tellement connotés qu'on ne peut plus les utiliser sauf si on prend le temps de les définir. Avec Dakira, on vit et on fait vivre cette laïcité, ce qui est plus efficace que de la scander* ». Force est cependant de constater les réticences produites par la seule mention du mot pour bon nombre de musulmans.

Au bout du compte, le CLAM et Dakira se rejoignent à nouveau par leur conception de la laïcité qui va au-delà de la nécessaire séparation entre le politique et le religieux. Pour Mahfoudh Romdhani, la laïcité ne se confond pas avec l'athéisme, que du contraire : « *La laïcité, ce n'est pas le déni du religieux, c'est rendre à l'homme sa propre liberté de choix, être respectueux de l'autre dans sa différence* ». Myriem Amrani place également cette idée de pluralisme au cœur de la laïcité et insiste sur le fait que « *chacun puisse être respecté pour ses convictions si on veut vivre ensemble. Or, le cadre qui permet de vivre ensemble tout en étant différent, c'est la laïcité* ». Peut-être est-ce là, la véritable clé de voûte de toute émancipation.

6 VANDEMEULEBROUCKE Martine, « Les Laïques musulmans s'organisent et refusent le repli religieux », *Le Soir*, mercredi 14 février 1990, p. 7.

Un soutien mitigé

En dépit de l'alternative qu'elles proposent et de l'ouverture qu'elles défendent, ces associations présentent en définitive la similitude de ne pas bénéficier des moyens assurant leur existence, devant par conséquent limiter leur intervention.

Les pouvoirs publics s'escriment à combattre l'intégrisme islamique en omettant, somme toute, de soutenir de manière significative les courants progressistes. « *Si on avait soutenu le CLAM, on aurait pu s'organiser comme il faut !* » s'exclame Mahfoudh Romdhani, « *on a envoyé des demandes de subsides à toutes les administrations mais en vain. On a donc compris qu'on devait compter uniquement sur nous-même et on s'est cotisés pour financer nos actions* ». Mais cela n'eut qu'un temps. Même si le CLAM ne connût pas de dissolution, il s'arrêta de fonctionner en 1997, ses membres poursuivant leur combat à titre individuel. Pour expliquer cette absence de soutien, Mahfoudh Romdhani n'hésite pas à mettre en cause l'aveuglement des responsables politiques par rapport à la montée de l'extrémisme religieux : « *Malheureusement, nos amis politiques ne voyaient pas ce qu'on a vu venir, c'est-à-dire une islamisation radicale. Si on avait fait la promotion de l'islam, l'Arabie Saoudite nous aurait gracieusement financés. Les intégristes sont des millionnaires et les laïques des sans-argent !* » Tout comme il déplore celui d'une organisation comme le Centre d'Action Laïque (CAL) : « *Il était dans une faiblesse de réflexion sur l'avenir* ». Visiblement, l'insistance du CLAM sur son identité laïque n'aura pas convaincu le CAL de lui apporter un appui propice à la survie de l'association. Sans doute s'agit-il d'un des reflets de cette incompatibilité entre laïcité et islam, si souvent mise en avant.

Le regard que porte Myriem Amrani sur la situation de Dakira est plus nuancé. Malgré l'intérêt rencontré par son action, l'association souffre actuellement d'un manque de moyens financiers qui lui permettraient de pérenniser et professionnaliser son projet. Elle a bénéficié d'un subside du Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés (FIPI), seulement sa présidente admet que, pour les pouvoirs publics, elle est inclassable : « *On est à la lisière entre de l'éducation permanente et de la cohésion sociale qui sont bien définies en termes de critères dans lesquels on ne rentre pas. Du coup on est un peu hors-champ et je pense que beaucoup d'administrations ont du mal à nous placer dans une case même si elles trouvent notre projet passionnant* » explique Myriem Amrani. « *Notre démarche est plutôt une démarche d'éducation permanente au sens du décret, c'est-à-dire que les personnes sont actrices, elles participent, elles s'impliquent, elles s'interrogent sur le monde dans lequel elles évoluent* », ajoute-t-elle ; seulement les conditions d'agrément de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont très exigeantes et nécessiteraient de s'investir à plein temps dans l'association. « *Nous poursuivons un objectif de vivre ensemble et de cohésion sociale mais avec une approche de travail autre que le service et l'accompagnement social* ». Toutefois Dakira ne souhaite pas développer ce type d'activités uniquement pour que la structure puisse profiter d'un financement de la Commission Communautaire Française. L'association devra donc s'efforcer de fonctionner avec des ressources ponctuelles.

La promotion d'un islam des Lumières, faute d'entrer dans un cadre institué, ne se voit attribuer qu'un faible soutien. Qu'elle se présente de manière explicite avec le CLAM ou de façon plus implicite mais tout autant affirmée avec Dakira, l'aspiration à une laïcité musulmane ne rencontre à l'heure actuelle qu'une adhésion restreinte. Le terrain de dialogue qu'elle offre gagnerait pourtant à être

valorisé. Cela, les laïques juifs l'ont bien compris : « *C'est peut-être parce qu'on était des minorités laïques mais seul le Centre Communautaire Laïc Juif, nous soutenait de temps en temps* ». Cette association salua également l'initiative de Dakira en consacrant, dans son magazine, le portrait du mois d'octobre 2011 à Myriem Amrani et Leïla El Bachiri⁷. Le manque de reconnaissance à l'égard de ces associations n'est pas sans rappeler celle essuyée, en son temps, par Mohamed El Baroudi lorsque la Fédération des Associations de Parents d'élèves de l'Enseignement Officiel (FAPEO), refusa l'adhésion de l'association de parents issus de l'immigration qu'il avait impulsée.⁸

Il est étonnant, peut-être même est-ce une faute politique grave, que les associations prônant l'universalisme de la laïcité dans le monde sociologique musulman, les formes d'humanisme musulman ou d'islam des Lumières, aient été aussi peu encouragées et soutenues par les pouvoirs publics. Il nous semble urgent de les reconnaître pleinement pour leur permettre de pleinement contribuer au vivre ensemble.

7 KAMPS Géraldine, « Myriem Amrani : "La religion ? Parlons-en sans tabous" », *Regards*, 4 octobre 2011, n° 741, p. 9.

8 LEONARD Sophie, « Entre islam et laïcité : Au-delà du choc des civilisations », *les Cahiers du Fil Rouge*, n°7-8, 2007, p. 614.